

Distr. RESTRICTED
PRS/2025/DP.3

ORIGINAL: ENGLISH/FRENCH

**FOURTH INTERNATIONAL DECADE FOR THE ERADICATION OF
COLONIALISM**

**Pacific regional seminar on the implementation of the Fourth
International Decade for the Eradication of Colonialism: pathways to a
sustainable future – advancing socioeconomic and cultural development
of the Non-Self-Governing Territories**

**Dili, Timor-Leste
21 to 23 May 2025**

DISCUSSION PAPER

PRESENTATION

BY

MS. NAÏA WATEOU

DISCOURS DE NAÏA WATEOU
Séminaire du C-24, à Dili, Timor oriental

Madame la Présidente,
Excellence, Membres du bureau,
Mesdames et Messieurs,

Je prends la parole aujourd'hui pour défendre la voix de celles et ceux qui, en Nouvelle-Calédonie, ont choisi la paix et le vivre-ensemble au sein de la France.

Le processus politique calédonien est unique, construit depuis plus de 30 ans sur le dialogue, le respect de la parole donnée et la volonté sincère de bâtir un avenir commun. Il évolue aujourd'hui autour d'un rapport inédit entre la France et la Nouvelle-Calédonie. Nous sommes le territoire le plus autonome de la République.

Trois référendums d'autodétermination ont été organisés sous la supervision de l'ONU. À trois reprises, les Calédoniens ont dit non à l'indépendance, de manière souveraine, libre et éclairée. Ce choix démocratique doit être respecté.

Notre récent refus d'une indépendance-association n'est pas un caprice politique. C'est un choix assumé, en cohérence avec la volonté exprimée par la population. Il vous faut respecter leur choix. Reconnaître la légitimité du troisième référendum, et tenir compte d'une injustice terrible : celle de milliers de citoyens exclus du corps électoral local, contraint au mutisme démocratique.

En mai 2024, la Nouvelle-Calédonie a été frappée par des émeutes d'une violence inédite, organisées par la CCAT et aujourd'hui assumées par le FLNKS. Nouméa et son agglomération ont été attaquées. Écoles, commerces, dispensaires et églises ont été détruits. Des familles ont perdu le travail d'une vie.

Il n'y a pas de prisonniers politiques, mais bien des criminels, qui devront répondre de leurs actes.

Il est trop facile de justifier cette insurrection comme une réaction à la pauvreté. C'est une lecture paresseuse, injuste et profondément révisionniste. La réalité est plus simple mais probablement plus dure à entendre : les milliers de jeunes qui ont saccagé Nouméa et réduits en cendres trois décennies de développement l'ont fait animés d'une haine terrible instillée à dessein par les indépendantistes radicaux.

Lorsqu'on parle de jeunesse : les indépendantistes qui dirigent deux provinces sur trois depuis 30 ans portent aussi une responsabilité. Où sont leurs projets pour nos jeunes ? Où est le développement pour les faire rester ? Où est l'espoir pour les faire rêver ? Nulle part. Et il est alors plus simple pour eux d'attaquer la France qui paie ou les Calédoniens qui travaillent plutôt que de faire le bilan de leur échec cuisant.

Les collectivités locales, aujourd'hui, se battent pour reconstruire. Pour trouver des solutions concrètes, malgré des moyens fragiles. Il ne s'agit pas de sanctionner. Il s'agit de dire la vérité : quand on détruit les outils faits pour aider les populations, on condamne son propre peuple.

Je veux enfin alerter cette assemblée sur l'instrumentalisation dont les Calédoniens sont les victimes. Certains États, comme l'Azerbaïdjan et son Groupe d'Initiative de Bakou, utilisent nos territoires comme des leviers géopolitiques.

Sous couvert d'un soutien à la décolonisation, ils participent à la déstabilisation de notre territoire. Nous refusons d'être des pions sur l'échiquier de puissances étrangères qui n'ont que faire de notre histoire ou de notre avenir.

En Nouvelle-Calédonie, la paix dans la France est un choix. Et ce choix d'un avenir commun au sein de la République française, nous continuerons de le défendre avec le soutien de ceux qui sont du côté du dialogue, de l'État de droit et de la Justice.

Je vous remercie.

SPEECH FROM NAÏA WATEOU
C-24 seminar, à Dili, Timor oriental

Madam President, Excellencies,
Members of the Commission,
Ladies and Gentlemen

I speak today to defend the voice of those in New Caledonia who have chosen peace and coexistence within France.

New Caledonia's political process is unique, built over more than 30 years on dialogue, respect for promises made and a sincere desire to build a common future. Today, it is evolving around an unprecedented relationship between France and New Caledonia. We are the most autonomous territory in the French Republic.

Three referendums on self-determination have been organised under UN supervision. On three occasions, the people of New Caledonia said no to independence, in a sovereign, free and informed manner. This democratic choice must be respected.

Our recent rejection of an associated state model option is not a political whim. It is a conscious choice, in line with the will expressed by the people. We implore that their choice be respected. Recognising the legitimacy of the third referendum and taking account of a terrible injustice: that of thousands of citizens excluded from the local electorate, forced into democratic silence.

In May 2024, New Caledonia was hit by riots of unprecedented violence, organised by the CCAT and now supported by the FLNKS. Nouméa and its neighbouring towns were attacked. Schools, shops, clinics and churches were destroyed. Families have lost the labours of a lifetime.

There are no political prisoners, just criminals who will have to answer for their actions.

It is all too easy to justify this insurrection as a reaction to poverty. This is a lazy, unfair and deeply revisionist interpretation. The reality is simpler but probably harder to hear: the thousands of young people who ransacked Nouméa and reduced three decades of development to ashes did so driven by a terrible hate deliberately instilled by the radical pro-independence movement.

When it comes to young people, the independentists who have been in charge of two out of three provinces for 30 years also bear a burden of responsibility. Where are their plans for our young people? Where is the development to make them stay? Where is the hope to make them dream? Nowhere. And so, it is easier for them to attack France, which pays, or New Caledonians who work, rather than take stock of their abject failure.

Today, local authorities are fighting to rebuild. To find practical solutions, despite their limited resources. It's not a question of punishing. It's about telling the truth: when we destroy the tools designed to help people, we condemn our own people.

Finally, I would like to alert this assembly to the instrumentalization of which New Caledonians are the victims. Certain States, such as Azerbaijan and its Baku Initiative Group, use our territories as geopolitical levers.

Under the guise of supporting decolonisation, they are actively involved in destabilising our territory. We refuse to be pawns on the chessboard of foreign powers that have no interest in our history or our future.

In New Caledonia, peace in France is a choice. And we will continue to defend this choice for a common future within the French Republic, with the support of those who are on the side of dialogue, the rule of law and justice.

Thank you very much.